

La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



MA VILLE,
ma Vie,
JE LA VEUX...
ouverte

ET AU SERVICE DE SES HABITANT-E-S

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>
envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : Adresse :

Prénom :

Mail :

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

LdH — Ligue des droits de l'Homme
138 rue Marcadet – 75018 Paris
tél. 01 56 55 51 00
www.ldh-france.org

Avec le soutien de
 OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS

Les rapports entre les espaces urbains et les territoires ruraux n'ont cessé de se modifier, et accentuent les inégalités. Avec la mondialisation, c'est la mise en concurrence généralisée de « tous contre tous » qui se développe. Avec la crise, les ressources dévolues aux collectivités s'amenuisent, alors qu'elles voient leurs responsabilités augmenter.

Les idées de l'extrême droite pour prétendre en sortir sont toujours les mêmes : trouver des boucs émissaires et pousser la concurrence entre les personnes. Le résultat est désastreux. L'extrême droite fait croire qu'elle a des solutions, mais elle ne propose que des imprécations qui, toutes, n'ont qu'un seul fondement : remettre chacun-e à « sa » place, et renvoyer les étrangères et les étrangers au dehors.

Les choix politiques faits à l'échelon local sont aussi d'une importance capitale pour favoriser la démocratie, et la LdH a des propositions pour la développer.

Un mandat local est une responsabilité à plein temps et ne souffre pas d'être mis en concurrence avec d'autres responsabilités électives. Le cumul des mandats, ça suffit ! L'argument qu'une commune serait mieux traitée parce que son-sa premier-e magistrat-e serait aussi sénatrice ou sénateur, député-e, conseiller ou conseillère territorial-e, est contraire à l'égalité de traitement sur tout le territoire, puisque ce qui sera acquis pour les unes sera pris sur les autres.

La vie collective justifie une juste contribution de chacun-e aux dépenses de la société. La fiscalité est la marque de la solidarité. Les impôts et les contributions sont mal répartis, et certains y échappent parce qu'ils

ont les informations, le pouvoir ou les moyens de le faire. Résultat, un amenuisement de l'impôt progressif, le seul qui soit juste, et une augmentation de la TVA, qui pèse proportionnellement davantage sur les faibles revenus. Tout confondu, ce sont les pauvres qui payent réellement le plus d'impôts, alors que les mieux lotis profitent de niches et d'exemptions pour diminuer la part de leur revenu consacrée aux impôts.

Les services publics et leurs implantations locales sont un élément central de la solidarité. Des transports publics accessibles, une école, une médiathèque, un centre social, une maison pour tous, un foyer d'accueil réduisent les inégalités. Ils créent du lien social au quotidien. Cela contribue à combattre l'abandon ressenti, à juste titre, par celles et ceux qui le vivent.

La démocratie locale, c'est développer la citoyenneté par un mouvement continu, qui, tout en respectant les principes de la représentation, utilise les instruments de la participation pour en faire un usage et pas une image. Cela signifie un échange permanent, un va-et-vient entre la discussion et la décision. Cela veut dire aussi l'ouverture de lieux d'échanges et de confrontation, non pas comme juxtaposition des revendications de chacune et de chacun, mais comme occasion de penser le vivre ensemble.

MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.